

Sarkozy-Bayrou, un mariage de raison

Aux régionales, Les Républicains et le MoDem font listes communes dans douze régions

Ces deux-là ne s'aiment pas, ne se croisent plus, ne se parlent plus. Mais ils sont prêts à faire listes communes le temps d'un week-end électoral. Depuis des mois, François Bayrou et Nicolas Sarkozy n'ont cessé de rappeler aux Français leur inimitié. En meeting, le président du parti Les Républicains (LR) fait huer le chef du MoDem et promet à ses troupes qu'il ne fera alliance qu'avec les centristes qui sont « avec [eux] matin, midi et soir ». Hors de question de tendre la main à celui qui a voté pour François Hollande en 2012, tout en se faisant élire à Pau, en 2014, avec le soutien de la droite. De son côté, M. Bayrou s'étonne en privé d'être devenu « l'obsession » de l'ancien président de la République, un homme qu'il juge instable et soumis aux humeurs de l'opinion. Et il le cible en public. « Je ne veux pas qu'on se retrouve dans l'impasse ou devant la triple impasse : Hollande, Sarkozy, Le Pen », a-t-il déclaré, lors du Grand Rendez-Vous Europe1, i-Télé, Le Monde du 11 octobre.

En coulisses de ce bal des ego, ces rivaux sont pourtant devenus des alliés objectifs pour les élections régionales. Dans douze des treize régions métropolitaines, le MoDem, le parti LR et l'UDI feront lis-

tes communes. Seul le MoDem de Bourgogne-Franche-Comté a choisi l'autonomie. Même Laurent Wauquiez, personnalité critiquée pour ses positions eurosceptiques par les centristes, a réussi à en intégrer sur sa liste, validée, mercredi 4 novembre par la dernière commission nationale d'investiture du parti LR.

Des intérêts communs

Finies les alliances à la carte des municipales et des départementales, le MoDem a choisi la droite qui lui a ouvert les bras. Environ 100 militants du parti centriste seront présents sur ces listes de rassemblement. Opposés sur la scène nationale, M. Bayrou et M. Sarkozy ont trouvé des intérêts communs à ces alliances régionales. Le président du parti centriste a pris acte de l'échec de sa stratégie d'autonomie, mise en place lors des dernières élections régionales.

En 2010, seule une de ses listes, celle d'Aquitaine, avait réussi à se maintenir au second tour. Résultat : douze élus contre soixante-neuf en 2004. Selon les calculs du parti LR, M. Bayrou pourrait cette fois-ci avoir une cinquantaine d'élus dans toutes les régions, placer quelques vice-présidents (cinq candidats du MoDem sont têtes de liste départementales) et peser



François Bayrou, Virginie Calmels (LR au centre) et Monique Sémavoine (MoDem) à Pau, le 20 octobre. SERGE MOULLA/RESE/RVOIR PHOTO

dans les majorités. Nicolas Sarkozy pressent, lui, un scrutin très serré. L'ancien président de la République redoute plus que tout de voir le FN basculer en tête au soir du 6 décembre. Il lui fallait donc impérativement faire l'union dès le premier tour pour créer une dynamique. « Nous avons été bien traités dans l'ensemble, résume Marc Fesneau, secrétaire général du MoDem. Mais ils se sont aussi aperçus que le centre, ce n'est pas que l'UDI et qu'il y avait des endroits où ils n'avaient pas intérêt à avoir une liste contre nous. » En Ile-de-France, Valérie Pécresse n'a pas hésité à placer Yann Wehring, porte-parole du mouvement centriste, en

troisième position sur la liste parisienne. Xavier Bertrand et Christian Estrosi, en lutte avec la famille Le Pen, dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, ont milité pour ce large rassemblement. En Aquitaine, Virginie Calmels a donné deux têtes de liste départementale au MoDem (Monique Sémavoine dans les Pyrénées-Atlantiques, Pascale Requena dans les Landes).

L'ancien chef de l'Etat y voit un intérêt à plus long terme : il rêve de déboucher certains lieutenants de M. Bayrou. Sa garde rapprochée explique ainsi qu'incorporer les cadres centristes sur des listes de rassemblement permet de « dévi-

taliser » son parti, de le « vider de sa substance ». Bref, de laisser le maire de Pau à la tête d'une coquille vide. « Si on peut lui braconner des élus, tant mieux », a répété à plusieurs reprises, lors de déjeuners avec des élus, le président du parti LR.

Mais les deux présidents de parti, soucieux de ne pas brusquer leur base habituée à leur rivalité, se font très discrets sur cette alliance pragmatique. M. Sarkozy s'en lave les mains. En privé, il prend soin de préciser que l'accord avec le MoDem est le fruit d'accords locaux, alors que celui avec l'UDI est national (l'autre parti centriste aura entre 25 % et 30 % des places sur les

listes). Au MoDem, on glisse que le patron n'a rien négocié directement avec l'ancien président de la République.

Car, si leurs deux mouvements ont besoin l'un de l'autre pour renforcer leurs positions dans les conseils régionaux, les deux hommes restent opposés en vue de 2017. L'ancien ministre de l'éducation a toujours affirmé qu'il ne se présenterait pas à la présidentielle si Alain Juppé remportait la primaire. Il laisse ainsi entendre qu'il se lancera si Nicolas Sarkozy est investi. Après les élections régionales, la musique du bal pourra reprendre. ■

MATTHIEU GOAR

L'HISTOIRE DU JOUR

En visite à Notre-Dame-des-Landes, les Verts fustigent Valls

Notre-Dame-des-Landes, EELV retrouve des ailes avec la lutte contre l'aéroport. Ce mercredi 4 novembre, Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale du parti, et Cécile Duflo, coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, avancent en terrain conquis. La visite se cantonne à la « Vache Rit », grange servant de quartier général aux opposants au nouvel aéroport prévu au nord de Nantes (Loire-Atlantique).

A la veille des régionales et de la conférence des Nations unies sur le climat à Paris, les ténors d'EELV savent qu'ils disposent d'une ultime fenêtre de tir pour faire dérailler le projet.

« Nous avons tous été très surpris, consternés et choqués par la décision prise vendredi dernier de relancer, par un appel d'offres, les travaux sur la zone de l'aéroport », s'indigne M^{me} Cosse, avant de fustiger un projet qui n'a « pas de sens d'un point de vue économique, écologique et démocratique ». M^{me} Duflo tempête contre « l'opération de communication indignée » de Manuel Valls visant à faire passer « les paysans qui cultivent ici la terre depuis des générations pour une minorité violente ». Le projet est « un dossier pourri, hors-la-loi, tonne Sophie Bringuay, vice-présidente des Pays de la Loire et candidate au scrutin régional de décembre. D'emblée, lors du débat public, on a étiré, écartelé, détricoté le droit pour faire passer le programme en force ».

« LA VIOLENCE, AUJOURD'HUI, EST DU CÔTÉ DE L'ÉTAT »

NOËL MAMÈRE
Député de Gironde

Plan B

M^{me} Duflo exhorte les porteurs du projet à « faire la transparence sur les données », assurant : « Si une étude indépendante est enfin menée, tout le monde verra que ce dossier est un immense rideau de fumée et un mensonge considérable. » Les procédures juridiques sont loin d'être terminées. Évoquant la mort de Rémi Fraisse à Sivens, et les risques que générerait une intervention des forces de l'ordre, Noël Mamère, député de Gironde, soutient : « La violence, aujourd'hui, est du côté de l'Etat, pas du côté de ceux qui se battent pour empêcher un projet qui date de 1967. »

A peine l'assemblée juge-t-elle nécessaire de mentionner les doutes formulés par Ségolène Royal, ministre de l'écologie, sur la pertinence de NDDL. « Un plan B existe, insiste M^{me} Duflo. Une meilleure solution beaucoup plus économique, écologique, efficace et rapide, à savoir la rénovation de Nantes-Atlantique et le cadencement des TGV vers Roissy, avec enregistrement des bagages en gare de Nantes. » Dans le hangar de la « Vache Rit », Sylvain Fresneau, agriculteur et figure historique de la lutte, savoure. « On est très satisfait de la venue du grand staff d'EELV. La mobilisation est plus forte que jamais. » ■

YAN GAUCHARD (NANTES, CORRESPONDANT)

JUSTICE

Plainte pour fraude fiscale aggravée contre Jean-Marie Le Pen

Jean-Marie Le Pen est visé depuis le 24 septembre par une plainte du fisc pour fraude fiscale aggravée. Ses bureaux, son domicile et celui de son assistant, Gerald Gérin, ont été perquisitionnés, mercredi 4 novembre, mesure que l'ex-président du FN a qualifiée de « violence judiciaire injustifiée ». En cause, un compte caché en Suisse dont l'intéressé n'est pas le bénéficiaire, signalé par la cellule antiblanchiment de Bercy (Tracfin). — (AFP)

La contrôleur des prisons recommande l'abrogation de la rétention de sûreté

La contrôleur générale des lieux de privation de liberté, Adeline Hazan, recommande l'abrogation, sept ans après sa création, de la rétention de sûreté — qui permet dans certains cas de maintenir en détention une personne au-delà de la durée de sa peine. Dans un avis publié jeudi 5 novembre au Journal officiel, M^{me} Hazan la juge « contraire aux principes fondamentaux du droit pénal français ». — (AFP)

SANTÉ

Vaccin Gardasil : enquête classée sans suite

L'enquête sur le Gardasil a été classée sans suite, le parquet de Paris considérant qu'il n'y a pas de lien direct entre ce vaccin contre le cancer du col de l'utérus et des pathologies du système nerveux dénoncées par des patientes, après une étude rassurante de l'agence du médicament. « Notre combat n'est pas terminé », a réagi l'avocat de 34 plaignantes, M^e Coubris, mercredi 4 novembre. — (AFP)

François Hollande donne plus de place à la société civile au CESE

Le chef de l'Etat a désigné les 40 personnalités qualifiées qui siégeront au Conseil économique, social et environnemental

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) va faire peau neuve. Le mandat des 233 membres de la troisième assemblée de la République, qui souffre toujours d'un manque de visibilité, s'achève le 15 novembre. Le conseil des ministres a adopté, jeudi 5 novembre, la liste des 40 personnalités qualifiées choisies par le président de la République et qui sont nommées par décret. Elles s'ajouteront aux représentants des dix-sept autres groupes qui représentent au sens large la société civile.

La liste des promus de François Hollande marque un profond renouvellement du « groupe des personnalités qualifiées ». Seuls six sortants sur 40 sont reconduits : Jean-Paul Delevoye, président du CESE depuis 2010 et candidat à un nouveau mandat ; Sylvie Brunet, qui a travaillé sur les risques psycho-sociaux ; Marie-Béatrice Levaux, présidente de la fédération des particuliers employeurs ; Claire Gibault, chef d'orchestre, ainsi que Marie-Aleth Grard et Jean Jouzel. Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy qui présidait le groupe des « PQ » et n'était pas candidat, n'est pas reconduit comme d'autres personnalités tels Laurence Parisot, ancienne présidente du Medef, ou Alain Obadia, ancien syndicaliste et membre de la direction du Parti communiste.

Ce sont en majorité des personnalités de la société civile qui font leur entrée. A l'Élysée on met en

Une stricte parité est observée, mais la moyenne d'âge, un peu au-dessus de 50 ans, baisse sensiblement

avant le souci de ne plus utiliser cette assemblée pour procéder à « un plan social des recalés du suffrage universel ». Comme dans l'assemblée sortante une stricte parité est observée entre homme et femmes mais la moyenne d'âge, un peu au-dessus de 50 ans, baisse sensiblement.

Il n'y a que cinq personnalités qui viennent du monde politique et affichent une vraie proximité avec M. Hollande : Jean-Marie Cambacérès, homme d'affaires et surtout ancien de la « promotion Voltaire » à l'ENA, celle du président ; Jacky Bontems, ancien numéro deux de la CFTD et animateur du réseau « hollandais » R 812 ; Jean Grosset, ex-numéro deux de l'UNSA et conseiller social de Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS ; Jean-Luc Bennaïm, qui venu de chez les Verts anime le Front démocrate et est un visiteur régulier du président ; Patrick Molinoz, maire radical de gauche de Venarey-les-Laux (Côte-d'Or).

Nommées pour leur expérience

dans le domaine économique, plusieurs personnalités font leur entrée comme Jean-François Pilliard qui quittera au 1^{er} janvier ses fonctions de vice-président du Medef et de délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), Frédéric Bocara, membre du collectif des « économistes atterrés », Nathalie Collin, directrice générale adjointe du groupe La Poste, Nacer Kettane, PDG de Beur FM, Benoît Thieulin, président du conseil national du numérique, Sophie Thiéry (Vigeo) et Nicole Verdier-Naves (EDF).

Bataille

Au titre de leur compétence dans le domaine culturel, social ou sportif, on note l'arrivée de Bernard Amsalem, président de la Fédération française d'athlétisme, de l'athlète Muriel Hurtis, du réalisateur Régis Wargnier, de Françoise Rudetzki (Fédération nationale des victimes d'attentats), ou encore de Cindy Leoni, ancienne présidente de SOS Racisme. Font leur entrée la navigatrice Isabelle Autissier, Nadia Bellaoui (Ligue de l'enseignement), Samira Djouadi, qui a agi à la fondation TF1 pour les jeunes talents des banlieues, et Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives économiques.

Pour la présidence la bataille opposera M. Delevoye à Patrick Bernasconi, vice-président du Medef qui a le soutien d'une majorité de groupes, et Gérard Aschieri, ancien secrétaire général de la FSU. ■

MICHEL NOBLECOURT